



Madame la Ministre, avez-vous fait supprimer le bouton RÉPONDRE des messageries de vos collaborateurs ?

Roselyne Bachelot-Narquin ne cesse d'exprimer sa volonté d'un dialogue social de qualité depuis sa prise de fonction au ministère de la Culture. Nous avons beaucoup de choses à dire sur ce sujet et nous les avons exprimés dans nos différents communiqués (calendrier serré, manque de bonne documentation, absence de transparence et de réelle concertation, manque de volonté de négociation, immaturité démocratique, etc.).

Le Comité Technique Ministériel du 12 novembre dernier sur les modifications du décret de l'administration centrale dans le cadre de l'Organisation de l'Administration Centrale (OAC) a duré près de 15h.

Le 3 décembre se tiendra le Comité Technique d'administration centrale, où seront étudiés et débattus les 5 arrêtés et les 5 décisions des différentes entités (SG, DGP, DGCA, DGMIC, nouvelle délégation à la Transmission aux Territoires et à la Démocratie culturelle) avec tous les amendements qui vont avec (pas moins de 224 amendements rien que pour la CGT-Culture !), sans compter le projet de circulaire de la Ministre sur l'accompagnement RH des agents sur l'OAC.

Le calendrier imposé est naturellement bien trop serré et conduit à empêcher le travail des organisations syndicales sur ces textes. En intersyndicale CGT, FSU et SUD, nous avons demandé lundi 16 novembre à la Directrice de cabinet une détente du calendrier et l'organisation du CT-AC sur 2 jours, ce qui est bien le minimum au regard de l'analyse des textes et des amendements qui nous attend. Aucune réponse, ni positive, ni négative, ne nous a été apportée. RIEN !

En raison de cette absence de réponse, la CGT-Culture a réitéré mardi 24 novembre au secrétaire général sa demande d'organisation du CT-AC sur 2 jours. Toujours aucune réponse. RIEN !

Vu les expressions de la Ministre sur le dialogue social attendu, nous ne pouvons pas imaginer que le silence de ses deux collaborateurs traduise dans les faits du mépris ou un manque de politesse à l'égard des personnels et de leurs représentants. Seule explication possible : le bouton RÉPONDRE de leurs messageries a disparu.

Madame la Ministre, au nom d'un dialogue social constructif et « de qualité », redonnez le bouton RÉPONDRE à la Directrice de cabinet et au Secrétaire général !!!

Paris, le 26 novembre 2020